

RCS : GUERET Code greffe : 2301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de GUERET atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2020 B 00144 Numéro SIREN : 883 332 405 Nom ou dénomination : ALLUBAY

Ce dépôt a été enregistré le 15/12/2022 sous le numéro de dépôt 1873

SAS ALLUBAY

Etats Greffe

Bilan au 31/01/2022

AVENUE D'AUVERGNE

23000 GUERET

SIRET : 88333240500025

*Lucretia
cristina*

ALLUBAY
SAS AU CAPITAL DE 10.000 EUROS
SIEGE SOCIAL : 46 AVENUE D'Auvergne
23000 GUERET
RCS 883 332 405

APPROBATION DES COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2022

I - Extrait du texte des résolutions proposées à l'Assemblée générale Ordinaire du 28 juillet 2022

.../...

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Président, décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice net comptable d'un montant de de 189.635 euros, de la manière suivante :

- aux actions, au service de dividendes.....120.000 €
- au compte Autres Réserves, le solde pour69.635 €

Pour chaque action il sera donc distribué :

- un dividende brut de120 €

Sur le plan fiscal, ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2° de l'article 158-3-2° code général des impôts.

Nous vous proposons de fixer la date de mise en paiement des dividendes au 1^{er} septembre 2022.

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a été distribué aucun dividende au cours du précédent exercice qui était notre premier exercice.

.../...

II - Extrait du procès-verbal d'Assemblée générale Ordinaire du 28 juillet 2022

.../...

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Président, décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice net comptable d'un montant de de 189.635 euros, de la manière suivante :

- aux actions, au service de dividendes.....120.000 €
- au compte Autres Réserves, le solde pour69.635 €

Pour chaque action il sera donc distribué :

- un dividende brut de120 €

Sur le plan fiscal, ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2° de l'article 158-3-2° code général des impôts.

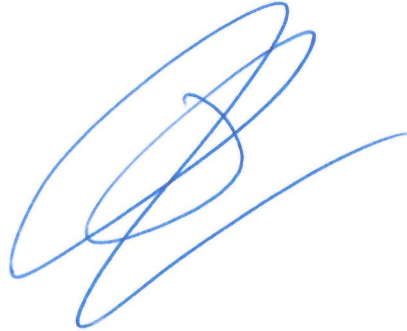
Nous vous proposons de fixer la date de mise en paiement des dividendes au 1^{er} septembre 2022.

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a été distribué aucun dividende au cours du précédent exercice qui était notre premier exercice.

MISE AUX VOIX, CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

.../...

.....
Pour extraits certifiés conformes,
Le Président :

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

ALLUBAY

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 janvier 2022

Ce rapport contient 15 pages

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE RIOM

ALLUBAY

S.A.S. au capital de 10 000 €
Siège social : 46 Avenue d'Auvergne

23000 – GUERET

883 332 405 R.C.S. GUERET

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 janvier 2022

Aux associés,

1°) OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS :

En exécution de la mission qui nous a été confiée au terme de votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALLUBAY, relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Nous précisons que votre société n'étant pas tenue précédemment de désigner un commissaire aux comptes, les comptes de l'exercice N-1 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

2°) FONDEMENT DE L'OPINION :

REFERENTIEL D'AUDIT :

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE :

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} février 2021 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION :

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changements comptables » de l'annexe des comptes annuels, figurant dans le paraphage « Règles et méthodes comptables », et relative à la méthode de valorisation des stocks.

3°) JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS :

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode du dernier prix d'achat connu, conformément aux modalités indiquées dans le paragraphe relatif aux stocks dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe. Nos travaux ont principalement consisté à apprécier l'approche retenue sur la base des éléments disponibles à ce jour, et à vérifier la correcte application de cette méthode.

4°) VERIFICATIONS DU RAPPORT DE GESTION ET AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ASSOCIES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

5°) RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

6°) RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicable en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

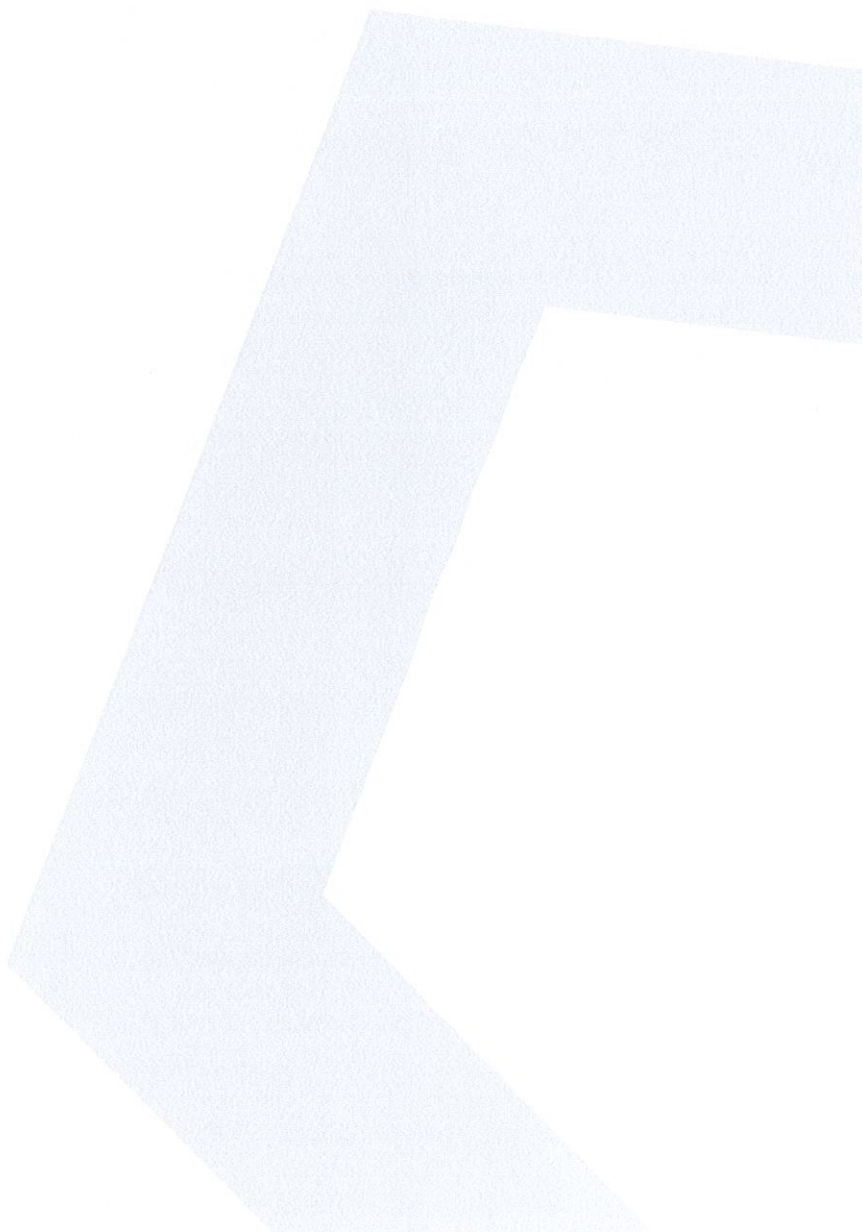
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BELLERIVE SUR ALLIER, le 13 juillet 2022

Pour la société SEREC CONSULTING

Le Gérant

Olivier JOANNET *Commissaire aux Comptes*



Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
			Au 31/01/2022	Au 31/01/2021
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	827	112	715	818
Installations tech., matériels et outillages industriels	11 226	2 179	9 047	4 737
Autres immobilisations corporelles	187 271	16 116	171 155	4 039
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	52 700	23 227	52 700	52 700
TOTAL (I)	263 719	240 492	73 068	
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	2 060 663	36 224	2 024 439	2 126 547
Autres	54 724	5 307	49 417	53 369
Capital souscrit et appelé, non versé	893 363		893 363	918 408
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	976 586		976 586	166 065
Charges constatées d'avance	45 488		45 488	27 292
TOTAL (II)	4 030 824	41 532	3 989 292	3 291 671
Frais d'émission d'emprunts à étalier (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	4 294 543	64 759	4 229 785	3 364 739

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

Bilan Passif

	Net	Net
	Au 31/01/2022	Au 31/01/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel		
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	1 000	
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	247 133	
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	189 635	248 133
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	447 767	258 133
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I BIS)	26 417	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (II)	26 417	
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 374	8 706
Emprunts et dettes financières diverses	1 668	2 814
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 674 984	2 485 988
Dettes fiscales et sociales	1 054 527	587 635
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 943	21 464
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	17 104	
TOTAL (III)	3 755 600	3 106 606
Ecart de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I à IV)	4 229 785	3 364 739
Contrats de location courants et soldes créditeurs de banques et CCP		

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

Compte de résultat

Compte de résultat			Du 01/02/2021 au 31/01/2022		Du 10/09/2020 Au 31/01/2021	
	France	Exportation	Total	Total		
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises	29 885 924		29 885 924	10 039 654		
Production vendue de biens						
Production vendue de services	3 251 953		3 251 953	1 182 232		
Chiffre d'affaires Net	33 137 878		33 137 878	11 221 887		
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation reçues						
Reprises sur amort., dépréciations, provisions, transferts de charges	263 016		263 016	54 398		
Autres produits	28 355		28 355	10 105		
TOTAL (1)	33 429 249		33 429 249	11 286 390		
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	26 976 953		26 976 953	11 129 689		
Variation de stocks (marchandises)	82 146		82 146	-2 142 810		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	49 679		49 679	15 168		
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)						
Autres achats et charges externes *	2 423 757		2 423 757	930 216		
Impôts, taxes et versements assimilés	435 038		435 038	137 905		
Salaires et traitements	2 361 862		2 361 862	729 315		
Charges sociales	804 737		804 737	266 750		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	21 743		21 743	1 484		
Dotations aux dépréciations des immobilisations						
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	41 270		41 270	17 201		
Dotations aux provisions pour risques et charges	26 417		26 417			
Autres charges	28 469		28 469	8 195		
TOTAL (2)	33 252 072		33 252 072	11 093 113		

* Y compris :
- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier

Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	193 277		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			
RESULTAT D'EXPLOITATION (1 - II)	177 177		
Produits financiers			
Produits financiers de participation (3)			
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé (3)			
Autres intérêts et produits assimilés (3)			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (V)			
Charges financières			
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilées (4)	454		15
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements			
TOTAL (VI)	454		15
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-454		-15
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	176 723		193 262

* Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)		Du 01/02/2021 Au 31/01/2022		Du 10/09/2020 Au 31/01/2021	
Produits exceptionnels					
Sur opérations de gestion					
Sur opérations en capital		311 754			163 944
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge					
	TOTAL (VII)	311 754			163 944
Charges exceptionnelles					
Sur opérations de gestion					
Sur opérations en capital					
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions					
	TOTAL (VIII)				
	RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	311 754			163 944
Participations des salariés (IX)		155 850			
Impôts sur les bénéfices (X)		142 992			109 073
	TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	33 741 003			11 450 334
	TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	33 551 368			11 202 201
	BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	189 635			248 133
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs					
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs					
(3) Dont produits concernant les entités liées					
(4) Dont intérêts concernant les entités liées					
				454	14

- (1) Dont produits affectés à des exercices antérieurs
- (2) Dont charges affectées à des exercices antérieurs
- (3) Dont produits concernant les entités liées
- (4) Dont intérêts concernant les entités liées

SEREC CONSULTING
Société de Commissariat aux comptes
Le Saint-Cloud - Entrée 1
01, Rue de la Grange aux Grains
03700 BELLERIVE SUR ALLIER
Tel : 04 43 50 01 01
N° Siret : 349 075 143 00033 - APE : 6920Z

* Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/01/2022 dont le total du bilan avant répartition est de 4 229 785 785 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 189 635 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/02/2021 au 31/01/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'entreprise :

Elle exploite un hypermarché sous l'enseigne CARREFOUR.

Ci-après le tableau des effectifs moyens par catégorie.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'entreprise :

Elle se situe à Guéret (23).

Appartenance à un groupe financier :

La société appartient au groupe YABE.

Ci-après le tableau de composition du capital social.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/01/2022 dont le total du bilan avant répartition est de 4 229 785 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 189 635 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/02/2021 au 31/01/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

Conséquences de l'événement Covid-19 : impact non significatif

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

L'économie française a connu, à l'image de ce que connaissent les autres pays du globe, depuis début 2021 une hausse significative et continue du prix notamment des matières premières, des produits manufacturés et des sources d'énergie comme le carburant. Cette hausse, qui a nécessairement des impacts sur le coût de nos prestations, et en réponse à laquelle l'entreprise étudie les possibilités de répercussion sur ses propres prix de vente, s'est encore accentuée depuis le déclenchement de la guerre opposant la Russie et l'Ukraine fin février 2022. L'exercice en cours risque donc de voir l'impact de ces envolées de prix s'accroître, en fonction d'aléas que nous ne sommes pas en mesure d'apprécier aujourd'hui, ni en termes d'occurrence ni en valeur.

Changements comptables

Changement de méthode de valorisation des stocks à la clôture :

A la clôture de l'exercice, le stock a été minoré d'une quote-part de 50% des ristournes différées. Cette quote-part permet d'exclure la part des opérations commerciales, c'est-à-dire les prestations de services, dans le total des ristournes différées. Ce changement de méthode de valorisation a pour effet une minoration de 129 236,24€ des stocks au 31/01/2022.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Toutefois, l'entreprise a retenu la durée d'usage pour déterminer le plan d'amortissement des immobilisations non décomposables.

SEREC CONSULTING
Société de Commissariat aux comptes
Le Saint-Cloud, Entrée 1
01, Rue de la Grange aux Grains
03700 BELLERIVE SUR ALLIER
Tel : 04 43 50 01 01
N° Siret : 349 075 145 00033 • APE : 6920Z

- Logiciels informatiques
 - Agencements et aménagements des constructions
 - Installations, aménagements divers
 - Matériel et outillage
 - Matériel informatique
- 3 ans,
8 à 10 ans,
8 à 10 ans,
5 ans,
4 ans.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".
Pour des raisons pratiques et sauf écarts significatifs, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.
Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans (âge maintenu malgré la réforme légale par mesure de simplification compte tenu de l'incidence non significative des modifications apportées sur le calcul de la provision pour l'exercice 2022) en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 0.40%.

Les montants éventuellement couverts par une assurance spécifique sont mentionnés en engagements reçus.

Informations requises par l'article L820-3 du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 12 000 € hors taxe.

Effectif moyen

Catégories de salariés	Effectif	Effectif N-1
Cadres	5	4
Agents de maîtrise & techniciens	1	
Employés	76	75
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	82	79

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 000	10.00000	10 000
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	1 000	10.00000	10 000

SEREC CONSULTING
Société de Commissariat aux comptes
Le Saint-Cloud - Entrée 1
01, Rue de la Grange aux Grains
03700 BELLERIVE SUR ALLIER
Tél : 04 43 50 01 01
N° Siret : 349 075 443 00033 - APE : 6920Z

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale

Denomination sociale		
Siège social		
SAS YABE		
72 AV MAL JUI N 64200 BIARRITZ	Montant capital	% détenu
	103 000	51.00

51.00

27 596

SEREC CONSULTING
Société de Commissariat aux comptes
Le Saint-Cloud - Entrée 1
01, Rue de la Grange aux Grains
03700 BELLEVILLE SUR ALLIER
Tel : 04 43 50 01 01
N° Siret : 349 075 143 00033 - APE : 6920Z

5

Etat des amortissements

SAS ALLUBAY | Comptes annuels

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice						
Immobilisations amortissables		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement et développement						
Fonds commercial						
Autres postes d'immobilisations incorporelles		921	3 898			4 820
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Terrains		921	3 898			4 820
Constructions :						
- Sur sol propre						
- Sur sol d'autrui						
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		9	103			112
Installations techniques, matériel et outillage industriel		338	1 840			2 179
Installations générales, agencements et aménagements divers			15 050			15 050
Matériel de transport						
Matériel de bureau et informatique, mobilier		215	851			1 066
Emballages récupérables et divers						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		562	17 845			18 407
TOTAL GÉNÉRAL		1 484	21 743			23 227
Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
Dotations						
Immobilisations amortissables		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mvt net des amort. à la fin de l'ex.
Reprises						
Amort. fiscal exceptionnel						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement et dvp.						
Fonds commercial						
Autres postes d'immo. incorp.						
TOTAL						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains						
Constructions :						
- Sur sol propre						
- Sur sol d'autrui						
Inst. gales, agents et aménag.						
des constructions						
Inst. techniques, mat. et outillage industriels						
Inst. gales, agenc. et aménagements divers						
Matériel de transport						
Mat. de bur. et informat., mob.						
Emballages récup. et divers						
TOTAL						
Frais d'acqui. de titres de particip.						
TOTAL GÉNÉRAL						
NON VENTILE						
TOTAL GÉNÉRAL						
NON VENTILE						
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices						
Augment.						
Dotations en fin d'exercice aux amort.						
Montant net au début de l'exercice						
Montant net en fin d'exercice						

"Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels"

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice		Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
		Utilisées	Non-utilisées	Utilisées	Non-utilisées	
Règlementées						
Provisions pour reconstitution des gisements						
Provisions pour investissements						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger av. 01/01/1992						
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger apr. 01/01/1992						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
TOTAL I						
		26 417				26 417
Risques et charges						
Provisions pour litiges						
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marché à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions & obligations						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement des immobilisations						
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions						
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges						
TOTAL II						
		26 417				26 417
Dépréciations						
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Immobilisations titres mis en équivalence						
Immobilisations titres de participations						
Immobilisations financières						
Sur stocks et en cours	16 263	36 224		16 263		
Sur comptes clients	939	5 307		939		
Autres provisions pour dépréciation						
TOTAL III						
	17 201	41 532		17 201		
TOTAL GENERAL (I+II+III)						
	17 201	67 949		17 201		
Dont dotations et reprises :- d'exploitation						
		67 949		17 201		
Dont dotations et reprises :- financières						
Dont dotations et reprises :- exceptionnelles						
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation						

Etat des créances

	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	52 700		52 700
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	5 838	5 838	
Autres créances clients	48 886	48 886	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	205 681	205 681	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	687 682	687 682	
Charges constatées d'avance	45 488	45 488	

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés, personnes physiques

BEREC CONSULTING
Société de Commissariat aux comptes
Le Saint-Cloud - Entrée 1
01, Rue de la Grange aux Grains
03700 BELLERIVE SUR ALLIER
N° 36 324 52 07 075 143 00033 - APE : 6920Z
04 43 50 01 01

Etat des dettes

	Montant brut		Degré d'exigibilité du passif	
	Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans	
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des états de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	5 374	5 374		
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 674 984	2 674 984		
Personnel et comptes rattachés	368 546	368 546		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	231 841	231 841		
Impôts sur les bénéfices	16 191	16 191		
Taxe sur la valeur ajoutée	4 970	4 970		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	432 979	432 979		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	1 668	1 668		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)	1 943	1 943		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	17 104	17 104		
TOTAL	3 755 600	3 755 600		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Variation des capitaux propres

Rubriques	Montant
Capitaux propres N-1 après résultat et avant AGO	258 133
Distributions	
Variations du capital social	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice
Variation des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variation des subventions d'investissement et des provisions réglementées	
Variation des autres postes	
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	258 133
Variations du capital social	
Variations du compte de l'exploitant	
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variations des écarts de réévaluation	
Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres	248 133
Variations des réserves réglementées	
Variations du report à nouveau	
Variations des subventions d'investissement et provisions réglementées	
- Affectations du résultat N-1 en capitaux propres (hors distributions)	-248 133
Variations en cours d'exercice	
Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat	258 133
Capitaux propres à la clôture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle	189 635
	447 767

SERC CONSULTING
Société de Commissariat aux comptes
Le Saint-Cloud - Entrée 1
01, Rue de la Grange aux Grains
03700 BELLERIVE SUR ALLIER
Tél : 04 43 50 01 01
N° Siret : 349 075 143 00033 - APE : 6920Z

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/01/2022	31/01/2021
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		13.52
Emprunts et dettes financières diverses	454.48	412 398.64
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	474 876.02	334 910.86
Dettes fiscales et sociales	918 499.54	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	1 393 830.04	747 323.02

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/01/2022	31/01/2021
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	454.48	13.52
45580000 Associés, intérêts courus	454.48	13.52
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	474 876.02	412 398.64
40810000 Fournisseurs, factures non parvenues	474 876.02	412 398.64
Dettes fiscales et sociales	918 499.54	334 910.86
42820000 Provision pour congés à payer	133 560.53	129 308.54
42840000 Provision participation des salariés	155 850.00	
42860000 Autres charges à payer	61 675.00	28 979.30
42861000 Provisions primes de fin d'année	13 637.52	10 691.00
43820000 Charges sociales s/ congés à payer	39 961.31	42 283.89
43860000 ORG SOC CHARGES A PAYER	31 170.00	
43861000 Provisions charges sociales s/ primes	9 546.26	5 879.79
43862000 Provisions charges sociales/ primes	43 172.00	11 591.72
44860000 Etat - Charges à payer	379 568.42	90 240.00
44862000 Taxe d'apprentissage	14 102.54	5 087.66
44863000 Formation continue	25 478.72	7 482.03
44865000 Participation effort construction	10 777.24	3 366.93
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	1 393 830.04	747 323.02

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/01/2022	31/01/2021
Produits d'exploitation		
Produits financiers	17 104	
Produits exceptionnels		
TOTAL	17 104	
Charges constatées d'avance		
Charges d'exploitation		
Charges financières	45 488	
Charges exceptionnelles		
TOTAL	45 488	27 292

SEREC CONSULTING
Société de Commissariat aux comptes
Le Saint-Cloud Entrée 1
01, Rue de la Grange aux Grains
03700 BELLEVUE SUR ALLIER
Tél : 04 43 50 01 01
N° Siret : 349 075 143 00033 - APE : 6920Z

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Charges	Produits
Conventions de produits accessoires		306 039
Financement Carte Pass		5 715
TOTAL		311 754

Transfert de charges

Nature des transferts de charges	Montant
Transfert de charges d'exploitation	77 552
Transfert de charges de personnel	168 524
Total	246 076

SEREC CONSULTING
Société de Commissariat aux comptes
Le Saint-Cloud - Entrée 1
01, Rue de la Grange aux Grains
03700 BELLEVILLE SUR ALLIER
Tél : 04 43 50 01 01
N° Siret : 349 075 143 00033 - APE : 6920Z